

Compte rendu de la politique d'engagement actionnarial d'IDIA au titre de l'année 2020

Avertissement

En application des dispositions prévues par les articles L. 533-22 et R. 533-16 du Code monétaire et financier et les articles 319-21 à 321-25 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (le « **RGAMF** »), IDIA, société par actions simplifiée au capital de 5 000 010 euros, dont le siège social est 12, place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° 508 667 094 RCS Nanterre (« **IDIA** »), société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP-150000010 établit annuellement un compte-rendu de la politique d'engagement actionnarial.

Les informations contenues dans ce document ne doivent pas être considérées comme un conseil ou une recommandation en matière d'investissement.

I. Champs d'application

Le présent compte-rendu s'applique à la société de gestion IDIA et aux fonds d'investissement alternatif (« **FIA** ») gérés par celle-ci. Il fait référence à la période d'activité comprise entre le 01/01/2020 et le 31/12/2020. A ce jour, IDIA gère 12 FIA, l'ensemble de ces fonds s'adressent à des investisseurs professionnels.

II. Suivi de la stratégie, des risques et de l'impact

Chaque année IDIA redéfinit sa stratégie risque, qui doit être approuvée par les instances de gouvernance compétentes.

Les différentes instances de gouvernance et de suivi des risques se sont déroulées selon le planning prévu. A savoir, au cours de l'année 2020 il y a eu :

- Une présentation en Comité Risques Groupe (CRG) ;
- Deux Comités de Contrôle Interne (CCI) ;
- Envoi du Rapport Annuel du Contrôle Interne (RACI) à la Direction des Risques Groupe, à la Direction de la Conformité Groupe et au Conseil d'Administration de CACIF (entité de tête du groupe CACIF auquel appartient IDIA) ;
- Multiples interventions du RCCI en Comité Exécutif (présentation des nouvelles procédures, dispositifs, etc.).

Par ailleurs, IDIA, prend en compte les questions de responsabilité sociétale de l'entreprise (« **RSE** ») dans son fonctionnement et dans les opérations réalisées par les FIA dont elle assure la gestion. Pour ce qui concerne le suivi de ces risques, IDIA établit chaque année un rapport qu'elle publie sur son site internet. Les rapports à disposition peuvent être consultés à partir de l'adresse suivant : <https://www.ca-idia.com/esg.html>.

III. Le dialogue avec les sociétés dont les titres sont détenus

La relation avec les sociétés détenues par les FIA gérés par IDIA est suivie par l'équipe de gestion (gérants financiers, directeurs d'investissements, directeurs de participations, etc.). Celle-ci est, à fin 2020, composée de 17 professionnels expérimentés.

IV. Cadre d'examen de l'exercice des droits de vote

Conformément à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier, IDIA rend compte dans le présent document des conditions dans lesquelles elle a exercé, au cours de l'exercice 2020, les droits de vote attachés aux instruments financiers détenus par les FIA dont elle assure la gestion.

La politique de vote d'IDIA pour les sociétés cotées et non cotées sur un Marché Réglementé composant le portefeuille des FIA est résumée dans le présent document.

D'une manière générale la politique de vote d'IDIA a pour but de :

- Privilégier l'intérêt de la société cible, assurer sa pérennité, sa rentabilité et son développement ;
- Privilégier l'intérêt particulier des porteurs de parts des fonds détenteurs de la participation, notamment le respect de la rentabilité et de la durée de l'investissement prévues ;
- Veiller à ce qu'une transparence existe quant aux informations données aux actionnaires et que ces informations soient communiquées dans des délais suffisants en application du droit de communication de l'actionnaire ;
- Veiller au maintien des pouvoirs de l'assemblée générale.

Elle encourage la mise en place des principes de bonne gouvernance et de déontologie professionnelle, d'une politique sociale et la protection de l'environnement.

Dans le cas des sociétés cotées, IDIA se donne pour objectif d'exercer son droit de vote lorsque la participation du FIA qu'elle gère, dans cette société dépasse des seuils de détention jugés significatifs. Ainsi, IDIA votera aux assemblées générales d'un émetteur de titres cotés si :

- Le FIA détient une participation supérieure à 2% du capital ou des droits de vote de la société ; ou

- La ligne représente plus de 5 % des encours d'un FIA sous gestion.

En dessous de ces seuils, IDIA considère qu'elle ne dispose pas, à l'échelle du marché, d'une position significative et suffisamment influente ou bien que le poids de la ligne détenue dans le portefeuille, et le risque associé, ne sont pas suffisamment importants pour justifier un exercice systématique des droits de votes attachés aux titres détenus.

Concernant les valeurs étrangères, la société pourra relever les seuils présentés ci-dessus à respectivement :

- Une détention d'une participation par le FIA supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote ; ou
- Une ligne représentant plus de 10 % des encours d'un FIA sous gestion.

Cette décision est motivée par les probables difficultés et coûts induits pour recenser les dates des assemblées générales, se procurer les documents nécessaires au vote des résolutions, voire analyser ces dernières dans un cadre réglementaire étranger.

Dans le cas des sociétés non-cotées, la politique de la SGP est de participer et de voter à chaque assemblée d'actionnaires, indépendamment de la part de capital ou des droits de vote qu'elle détient. Cette participation a aussi pour objectif de prendre part aux débats et contribue au suivi régulier de l'investissement.

Modalités d'exercice des droits de vote

IDIA est avertie par courrier ou mail des résolutions proposées au vote des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire des sociétés détenues par les FIA qu'elle gère. Une analyse des résolutions est effectuée par le responsable en charge de l'investissement. Le vote est exercé dans l'intérêt exclusif des porteurs.

V. Analyse de l'exercice des droits de vote

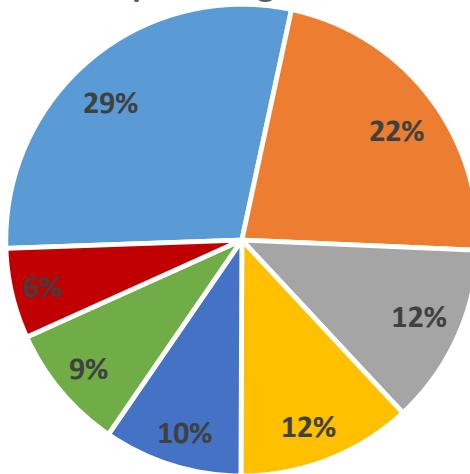
IDIA a participé, en ce qui concerne les sociétés visées par la Politique d'engagement actionnarial, à l'exhaustivité des résolutions soumises à l'approbation des actionnaires dont elle a été informée, en participant aux assemblées ou en votant par correspondance. Cela concerne les sociétés et leurs assemblées générales suivantes :

Types d'événement	Nombre d'AG	Nombre de résolutions total	Votes exercés par IDIA		
			Pour	Contre	Abstention
Assemblée Générale Ordinaire/Extraordinaire	116	612	605	5	2

Lors des AG, IDIA s'est exprimée par rapport à différents types de résolutions.

Ci-dessous une répartition par catégorie de résolution :

Répartition par catégorie de résolution



- L'approbation des comptes et l'affectation du résultat
- Les conventions dites réglementées
- Les décisions entraînant une modification des statuts
- Tout autre type de résolution spécifique que la société de gestion de portefeuille souhaite identifier
- Les programmes d'émission et de rachat de titres de capital
- La nomination et la révocation des organes sociaux
- La désignation des commissaires aux comptes

Par ailleurs, vous trouverez ci-dessous la liste détaillée des assemblées générales qui se sont déroulées au sein des entreprises dont les actions sont admises sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociations au cours de l'exercice de 2020 :

Participation	Date de l'AG	Moyen de vote	Nombre de résolutions total	Votes exercés par IDIA		
				Pour	Contre	Abstention
Adivini	06/07/2020	Correspondance	27	27	0	0
Gascogne	24/06/2020	Correspondance	14	14	0	0
Vranken Pommery Monopole	04/06/2020	Correspondance	13	13	0	0

Enfin, IDIA n'a pas exercé son droit de vote pour deux sociétés. En effet, IDIA n'a pas pu participer à l'assemblée générale de Sodevat et Euromedis, en raisons des conditions sanitaires.

VI. Conflit d'intérêts

En 2020, IDIA n'a été amenée à traiter aucune situation de conflit d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les FIA qu'elle gère.